

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jeudi 19 janvier 2023

LIBERTÉ DE LA PRESSE

LA MÉTROPOLE SE MOBILISE POUR LA LIBÉRATION D'OLIVIER DUBOIS

À l'occasion du conseil métropolitain se déroulant ce jeudi 19 janvier, la Métropole a affirmé son appui dans la défense des valeurs démocratiques, le droit d'informer et la liberté de la presse en adoptant une motion de soutien au journaliste Olivier Dubois, détenu au Mali depuis 21 mois.

À l'occasion des cérémonies de vœux qui rythment traditionnellement chaque début d'année, le Club de la Presse Marseille Provence Alpes du Sud a interpellé les représentants élus des collectivités locales et territoriales sur la détention d'Olivier Dubois.

Le 8 avril 2021, ce journaliste français, spécialisé dans les questions africaines, a été enlevé par un groupe jihadiste au Mali, dans le nord du pays. Collaborateur régulier des journaux *Libération*, *Le Point* et *Jeune Afrique*, Olivier Dubois est aujourd'hui le seul ressortissant français otage d'une organisation non étatique dans le monde.

À la suite de la remise en main propre d'une motion du Club de la Presse, lors de la présentation de ses vœux à la presse, le 10 janvier dernier, Martine Vassal, présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, s'est engagée à présenter une délibération en soutien d'Olivier Dubois lors du premier conseil de la Métropole de l'année, qui a été votée à l'unanimité ce jour.

« Nous devons tous nous mobiliser pour faire en sorte qu'Olivier Dubois soit libéré dans les plus brefs délais. Dans cette perspective, je m'entretiendrai notamment à ce sujet avec le Président de la République, à l'occasion de sa venue prochaine à Marseille, courant février », a déclaré Martine Vassal, après avoir notamment échangé avec la demi-sœur d'Olivier Dubois.

Après 21 mois de captivité et deux vidéos diffusées par ses geôliers comme « preuve de vie », il est temps que l'État français agisse encore plus résolument pour obtenir sa libération, à l'heure où le Mali sombre dans un chaos sans précédent, fragilisant un peu plus la situation d'Olivier Dubois.

L'État français a pris des engagements pour faire « tout son possible afin de permettre la libération » d'Olivier Dubois, avant le 2^e anniversaire de son enlèvement, comme l'a répété la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, le 10 décembre dernier, lors de son déplacement en Côte d'Ivoire.